

Conseil Municipal

du 7 février 2017



Rapport
de présentation
du budget primitif
2017

Rapport de présentation du budget 2017

Le budget 2017 présenté ici est un budget à la fois ambitieux et raisonné, permettant de répondre aux enjeux auxquels notre ville est confrontée, malgré un contexte économique contraint et une incertitude quant aux bouleversements politiques qui pourraient apparaître en cette année marquée par une importante séquence électorale pour notre pays.

La politique gouvernementale poursuivie jusqu'alors, au travers notamment d'une volonté généralisée de réduction des dépenses publiques, s'est traduit depuis 2014 par une baisse sans précédent des dotations d'Etat à l'ensemble des collectivités locales.

Ces décisions ont lourdement impacté les budgets communaux, avec des conséquences directes sur la qualité du service rendu aux populations. Nombre de collectivités ont ainsi dû procéder à des choix et un certain nombre d'entre elles ont décidé de réduire drastiquement l'offre de service proposée.

Notre commune de Givors, quant à elle, s'est attachée, malgré ce contexte économique défavorable, à ne fermer aucun service public. A l'inverse, les élus de la majorité municipale ont arrêté, l'année dernière, une programmation d'investissement ambitieuse, tout en poursuivant les efforts entrepris afin de maîtriser nos dépenses de fonctionnement et garantir un équilibre financier.

Ainsi, le budget primitif 2017 se décompose en une section de fonctionnement équilibrée à 26 587 091 €, marquant une légère diminution par rapport à 2016 (-0,33 %), et une section d'investissement équilibrée à 6 180 381 €, en augmentation particulièrement importante par rapport à l'an passé (+ 15,2 %).

Par ailleurs, afin de faire face aux baisses de dotations d'Etat, notamment de la DGF (- 4,54% par rapport à 2016), et d'anticiper une probable réforme négative de cette dotation, un important travail est engagé visant à contenir nos dépenses de fonctionnement afin de trouver des marges financières supplémentaires sans pénaliser les Givordin-es.

C'est pourquoi, aucune hausse des taux de fiscalité n'est prévue au budget 2017, confirmant ainsi la baisse engagée depuis 2004. Il est important de rappeler que la ville de Givors est bien en-dessous de la moyenne de strate des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

Par ailleurs, la pérennité des finances de la collectivité à long terme est renforcée, la dette continuant de diminuer d'année en année, avec un ratio de 3,07 € par habitant et faisant de la ville de Givors une commune figurant une fois de plus bien en-dessous de la moyenne de la strate.

Ainsi, grâce aux efforts engagés et à une importante maîtrise des dépenses de fonctionnement, une politique d'investissement ambitieuse et offensive pourra être poursuivie, au service de notre territoire et des Givordin-es, permettant d'assurer les grandes priorités du mandat (éducation, sport, culture, sécurité, enfance, habitat et patrimoine, aménagement du territoire etc.).

Parmi les projets d'investissement, 2017 sera donc notamment marquée par la maîtrise d'œuvre du nouveau groupe scolaire, d'importants travaux aux Palais des Sports, la poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments communaux, le lancement du projet de crèche, RAM et salle de quartier aux Plaines, l'aménagement des berges du Gier, la poursuite du déploiement de la vidéo protection sur le territoire de la commune etc.

Face aux défis économiques, écologiques et sociaux auxquels nos sociétés contemporaines sont confrontées, il s'agit ainsi de répondre efficacement, sur le territoire givordin, aux besoins de justice sociale et de cohésion afin de faire vivre les valeurs de notre République : la liberté, l'égalité, la fraternité, en rajoutant une valeur chère à l'identité de notre ville : la solidarité.

A l'heure où l'accroissement général des inégalités sociales dans notre pays tend à fragiliser l'intérêt général et la mise en commun des synergies, les élus de la majorité municipale ont souhaité également réaffirmer l'importance de la vie associative, en maintenant un subventionnement important des clubs et associations givordines.

Sommaire

I. EQUILIBRE BUDGETAIRE 2017	4
1. Total budget primitif 2017 :	4
2. Section de fonctionnement :	4
3. SECTION D'INVESTISSEMENT :	5
II. Equilibre du budget de fonctionnement 2017	6
1. Budget de fonctionnement 2017 :	6
1.1. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2017 :	6
1.2. LES DEPENSES DE PERSONNEL :	7
1.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS :	8
1.4. LES AVANTAGES EN NATURES :	8
1.5. TRAITEMENT INDICIAIRE :	8
1.6. HEURES SUPPLEMENTAIRES :	8
1.7. L'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL POUR 2016-2017 :	9
1.8. LES SUBVENTIONS MUNICIPALES:	9
1.9. LES DEPENSES DE GESTION :	9
1.10. LES FRAIS FINANCIERS :	9
2. Les recettes de fonctionnement 2017:	10
2.1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2017 COMPRENNENT :	11
3. La fiscalité directe locale	11
3.1. DETAIL DES BASES FISCALES	12
3.2. FIXATION DES TAUX DE FISCALITE :	13
3.3. PRODUIT FISCAL :	13
3.4. PRELEVEMENT AU TITRE DU FPIC (ATTENUATION DE PRODUITS CHAPITRE 014) :	14
4. Les concours financiers de l'Etat	14
4.1. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT :	14
4.2. LES COMPENSATIONS FISCALES :	15
5. Les dotations de la Métropole	16
6. Les autres recettes	16
6.1. LES RECETTES TARIFAIRES :	16
6.2. LES AUTRES PARTICIPATIONS ET AUTRES RECETTES :	16
III. Equilibre du budget d'investissement 2017	17
1. Les dépenses d'investissement 2017 :	17
2. Les recettes d'investissement 2017 :	18
3. Les dépenses d'investissement :	19
3.1. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT :	19
4. Les recettes d'investissement 2017	21
4.1. LES RECETTES D'EQUIPEMENT :	21
4.2. LES AUTRES RECETTES :	21
4.3. LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE :	22
IV. Présentation par fonction et rubrique – vue d'ensemble – section de fonctionnement :	23

I. EQUILIBRE BUDGETAIRE 2017

1. Total budget primitif 2017 :

Le budget primitif 2017 se décompose en une section de fonctionnement équilibrée à 26 587 091€ et une section d'investissement équilibrée à 6 180 381€ (total de 32 767 472 €).

Pour rappel, le BP 2016 se décomposait, pour un total de 32 305 027 € comme suit :

- 26 773 160 € en section de fonctionnement ;
- 5 531 867 € en section d'investissement.

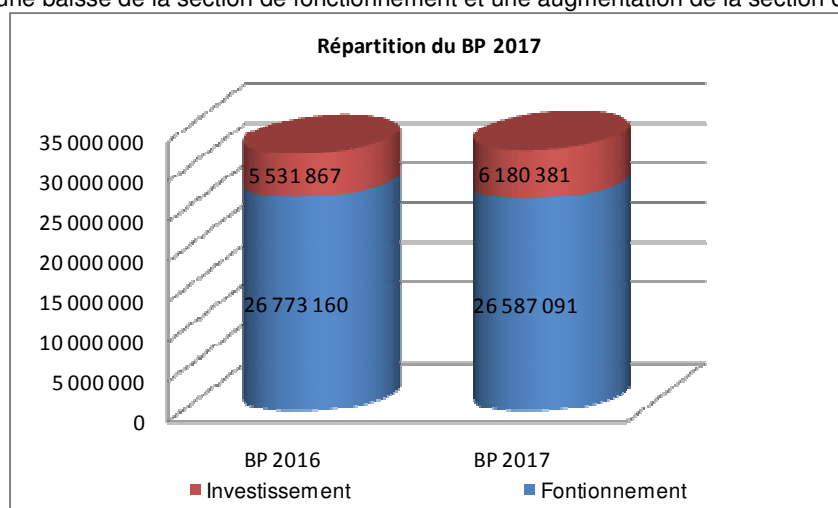
Dépenses réelles	28 568 253
Dépenses d'ordre	4 199 219
Dépenses totales	32 767 472

Recettes réelles	28 568 253
Recettes d'ordre	4 199 219
Recettes totales	32 767 472

Rappel BP 2016 32 305 027 €.

Le total du budget primitif 2017 est en hausse de 1,4 %

On peut constater une baisse de la section de fonctionnement et une augmentation de la section d'investissement.



2. Section de fonctionnement :

Dépenses réelles	23 585 022
Dépenses d'ordre	3 002 069
Dépenses totales	26 587 091

Recettes réelles	26 364 941
Recettes d'ordre	222 150
Recettes totales	26 587 091

0,33% en dépenses réelles de fonctionnement (selon l'exercice N et N-1)

Le niveau d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement représente une hausse de 0,33 % par rapport au BP 2016.

-0,67 % en recettes réelles de fonctionnement (selon l'exercice N et N-1)

Le niveau d'évolution des recettes réelles de fonctionnement représente une baisse de -0,67 % par rapport au BP 2016.

3. SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses réelles	4 983 231
Dépenses d'ordre	1 197 150
Dépenses totales	6 180 381

Recettes réelles	2 203 312
Recettes d'ordre	3 977 069
Recettes totales	6 180 381

+15,2 % en dépenses réelles d'investissement (selon l'exercice N et N-1)

Le niveau d'évolution des dépenses réelles d'investissement représente une augmentation de +15,2 % par rapport au BP 2016.

+71 % en recettes réelles d'investissement (selon l'exercice N et N-1)

Le niveau d'évolution des recettes réelles d'investissement représente une hausse de +71 % par rapport au BP 2016.

Fonctionnement : 26 587 091 €

Fonctionnement: 26 587 091 €			
5 361 752	Charges à caractère général	147 000	Atténuations de charges
16 168 424	Charges de personnel	892 000	Produits services, domaine et ventes
90 000	Atténuations de produits	16 462 411	Impôts et taxes
1 548 997	Autres charges de gestion courante	8 254 709	Dotations et participations reçues
5 799	Charges financières	562 521	Autres produits
26 587 091	122 700	Charges exceptionnelles	Produits financiers
	287 350	Dépenses imprévues	5 000
	1 102 359	Virement à la section d'investissement	Produits exceptionnels
	1 899 710	Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 300
			Opérations d'ordre de transfert entre sections
			222 150
			26 587 091

Investissement : 6 180 381 €

903 000	Immobilisations incorporelles	1 321 312	Subventions d'investissement reçues
747 000	Subventions d'équipement versées	875 000	Dotations, Fonds divers et réserves
2 495 000	Immobilisations corporelles	2 000	Dépôts et cautionnements reçus
500 000	Immobilisations en cours	5 000	Opérations pour compte de tiers
6 180 381	23 231	Emprunts et dettes assimilés	Virement de la section de fonctionnement
	310 000	Dépenses imprévues	Opérations d'ordre de transfert entre sections
	5 000	Opérations pour compte de tiers	1 899 710
	222 150	Opérations d'ordre de transfert entre sections	Opérations patrimoniales
	975 000	Opérations patrimoniales	975 000
			6 180 381

Immobilisations incorporelles : dépenses au chapitre 20 (études, licences informatiques...)

Immobilisations corporelles : dépenses travaux en cours, mobiliers, matériaux au chapitre 21.

Immobilisation en cours : dépenses de travaux sur plusieurs exercices (chapitre 23).

II. Equilibre du budget de fonctionnement 2017

1. Budget de fonctionnement 2017 :

Compte tenu du moindre dynamisme de nos ressources, il est indispensable d'ajuster nos moyens d'actions par un plan d'économies pour garantir la solvabilité de la Ville de Givors et maintenir le niveau de service rendu. Le budget 2017 répond donc à une double ambition : sobriété et efficacité afin d'assurer une politique de qualité dans ce contexte de restriction financière.

En 2017, conformément à la stratégie financière pour le mandat, le budget affiche un niveau d'épargne de gestion de 2 782 421 € en diminution de 8,47 % (soit -257 348 €) et un taux d'épargne brut de 10,54 %.

	BP 2016	BP 2017	% évolution
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (1)	26 543 160	26 364 941	-0,67%
TOTAL DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT (2)	23 506 661	23 585 022	0,33%
TOTAL INTERET DE LA DETTE (3)	3 270	2 502	-23,49%
TOTAL EPARGNE DE GESTION (4) = (1)-[(2)-(3)]	3 039 769	2 782 421	-8,47%
TOTAL EPARGNE BRUTE (5) = [(1)-(2)]	3 036 499	2 779 919	-8,45%
TAUX D'EPARGNE BRUTE (6) = (5) / (4)	11,44%	10,54%	

L'épargne brute de 2 779 919 € correspond aux recettes réelles de fonctionnement moins les dépenses réelles de fonctionnement et de cela il faut également déduire les cessions car il s'agit d'une recette exceptionnelle (article 775).

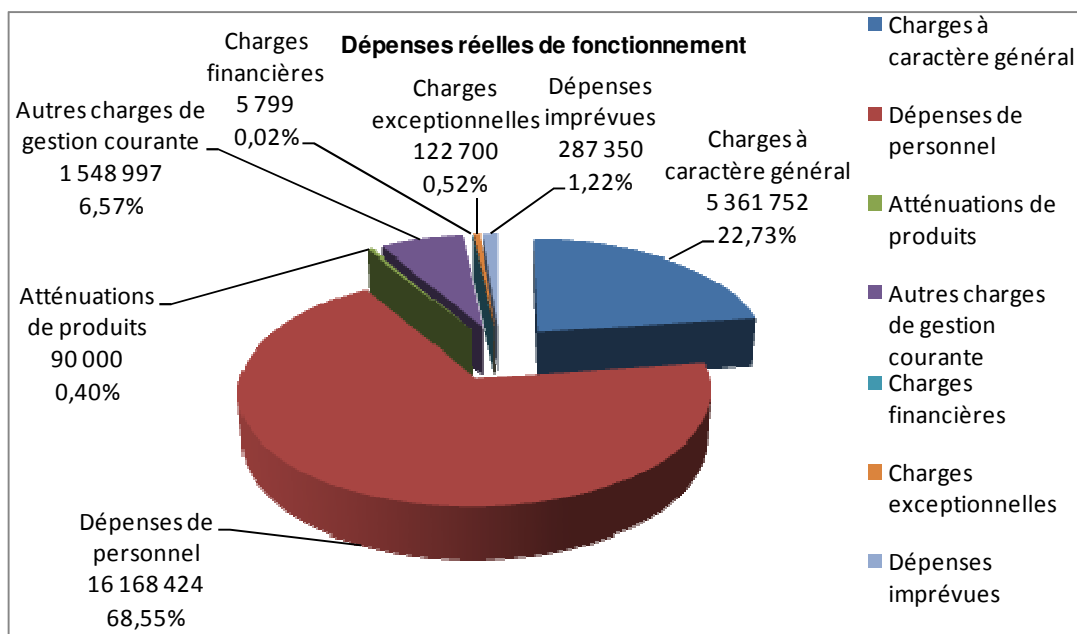
L'épargne de gestion de 2 782 421 € correspond aux dépenses réelles de fonctionnement moins l'intérêt de la dette et de cela il faut également déduire les recettes réelles de fonctionnement.

Le tableau ci-dessous permet de disposer d'une vue globale du budget primitif 2017 de la section de fonctionnement de la Ville présenté par chapitre

(ceux-ci regroupant les grands types de dépenses et de recettes).

1.1. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2017 :

DEPENSES			
CHAPITRES	BP 2016	BP 2017	% évolution
011 Charges à caractère général	5 202 450	5 361 752	3,06%
012 Charges de personnel	16 115 275	16 168 424	0,33%
014 Atténuations de produits	97 500	90 000	-7,69%
65 Autres charges de gestion courante	1 561 388	1 548 997	-0,79%
66 Charges financières	11 065	5 799	-47,59%
67 Charges exceptionnelles	218 983	122 700	-43,97%
022 Dépenses imprévues	300 000	287 350	-4,22%
TOTAL DES OPERATIONS RELLES	23 506 661	23 585 022	0,33%
023 Virement à la section d'investissement	1 347 999	1 102 359	-18,22%
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 918 500	1 899 710	-0,98%
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE	3 266 499	3 002 069	-8,10%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	26 773 160	26 587 091	-0,69%



Chapitre 011 : Charges à caractère général (Les achats divers, énergie-électricité, combustibles, carburants, fournitures scolaires, entretien de matériel et terrain...etc.)

Chapitre 012 : On trouve dans ce chapitre toutes les dépenses concernant le personnel.

Chapitre 014 : On trouve dans ce chapitre les atténuations de produits liées aux fonds de péréquations et de compensations.

Chapitre 65 : On trouve dans ce chapitre le montant des subventions versées aux associations, les

indemnités des élus et les créances admises en non-valeur.

Chapitre 66 : On trouve dans ce chapitre le montant des intérêts, qui sont toujours en baisse depuis l'exercice 2013 ainsi que différents frais notamment ceux concernant les paiements CB.

Chapitre 67 : Les crédits inscrits en charges exceptionnelles correspondent essentiellement à des frais liés aux intérêts moratoires, aux remboursements justifiés, à des annulations de titres sur exercices antérieurs et à des subventions versées pour les bourses de voyage scolaire.

	BP 2016	BP 2017	% évolution
TOTAL DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT	23 506 661	23 585 022	0,33%
DEPENSES DE PERSONNEL	16 115 275	16 168 424	0,33%
AUTRES DEPENSES DE GESTION	7 380 321	7 410 799	0,41%
FRAIS FINANCIERS	11 065	5 799	-47,59%

1.2. LES DEPENSES DE PERSONNEL :

Représentant près de 68,5 % des dépenses réelles de fonctionnement, la masse salariale de la ville de Givors atteindra un montant de 16,1 millions d'euros.

La masse salariale demeure le poste de dépenses structurellement le plus élevé du budget de fonctionnement de la ville. Ce chapitre enregistre une légère hausse avec un montant prévisionnel de 16 168 424 € au budget 2017. Cette augmentation s'explique :

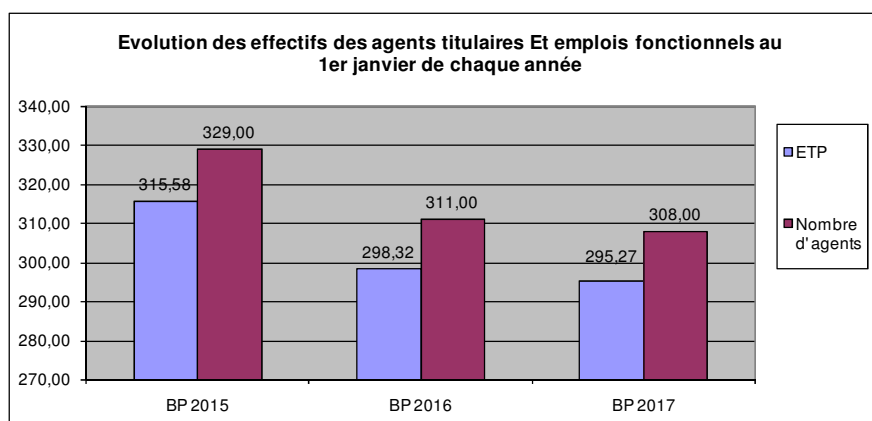
- un Glissement Vieillesse technicité (GVT) ;
- le relèvement du taux de cotisation CNRACL ;
- une hausse des cotisations versées à l'IRCANTEC ;
- la création NBI QPV ;

- des nouvelles grilles indiciaires pour les agents de catégories C et A suite à une modification du gouvernement ;
- la création de nouveaux services publics (au Ram des vernes, jardin d'enfants et l'accueil de l'ALSH) ;
- extension de l'ouverture aux publics à la médiathèque et à la piscine ;
- l'augmentation de l'assurance statutaire.

Malgré cette hausse du chapitre 012, on peut constater une baisse prévisionnelle importante des charges salariales proprement dites pour 2017 et des effectifs. Celle-ci résulte du travail mené par l'administration, dans le cadre de la réorganisation des services et des efforts d'optimisation visant à limiter les remplacements des départs en retraite et les recrutements.

1.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS :

	BP 2015	BP 2016	DIFF 2016-2015	BP 2017	DIFF 2017-2016
TITULAIRES ET STAGIAIRES	314,58	297,32	-17,26	294,27	-3,05
EMPLOI FONCTIONNEL	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00
CONTRACTUELS PERMANENTS	16,99	16,86	-0,13	15,35	-1,51
CONTRACTUELS TEMPORAIRES	62,57	52,80	-9,77	47,23	-5,57
TOTAL	395,14	367,98	-27,16	357,85	-10,13



1.4. LES AVANTAGES EN NATURES :

	BP 2015	BP 2016	DIFF 2016-2015	BP 2017	DIFF 2017-2016
AIDES AUX VACANCES	4 427,40	2 715,38	-1 712,02	2 800	84,62
PARTICIPATION MUTUELLES	27 129,48	27 967,66	838,18	28 000	32,34
REMBOURSEMENT ABT TRANSPORT	6 320,37	7 984,01	1 663,64	8 000	15,99
AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT CONCIERGE	29 826,40	34 219,00	4 392,60	35 000	781,00
TOTAUX	67 703,65	72 886,04	5 182,39	73 800	913,96

Les concierges ne s'acquittant pas du loyer du logement qu'ils occupent, le montant intitulé « Avantages en nature logement concierge » correspond au montant des loyers non perçus à ce titre par la commune. Ce montant est calculé sur la base du barème de l'URSSAF qui précise les

montants à prendre en compte pour la pièce principale et les pièces supplémentaires du logement occupé. Ces montants varient en fonction de la rémunération brute de l'agent et peuvent donc varier en cas de changement de concierge. De plus, ce barème est révisé chaque année par l'URSSAF.

1.5. TRAITEMENT INDICIAIRE :

	BP 2015	BP 2016	DIFF 2016-2015	BP 2017	DIFF 2017-2016
TI	8 105 568,24	7 794 984,00	-310 584,24	7 845 954,00	50 970,00
AVEC CHARGES PATRONALES	11 590 962,58	11 146 827,12	-444 135,46	11 208 505,71	61 678,59

1.6. HEURES SUPPLEMENTAIRES :

	BP 2015	BP 2016	DIFF 2016-2015	BP 2017	DIFF 2017-2016
HS - DE 14 HEURES	34 393,72	30 766,79	-3 626,93	32 612,80	1 846,01
HS + DE 14 HEURES	6 732,00	4 655,36	-2 076,64	4 934,68	279,32
HS ELECTIONS	3 610,23	3 108,22	-502,01	10 207,00	7 098,78
HS DIMANCHE	17 953,45	19 464,46	1 511,01	20 632,33	1 167,87
HS NUIT	9 694,14	9 999,31	305,17	10 599,27	599,96
TOTAL	72 383,54	67 994,15	-4 389,39	78 986,08	10 991,94

L'augmentation des heures supplémentaires s'explique notamment par le fait que 2017 est une année comptant deux élections (présidentielle et législatives) qui engendreront quatre dimanches travaillés pour une trentaine d'agents communaux.

Les agents qui travailleront dans les bureaux de vote sont concernés par les heures supplémentaires « élections » et les agents procédant à l'installation des salles et leur rangement sont concernés par les autres catégories d'heures supplémentaires.

1.7. L'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL POUR 2016-2017 :

	BP 2016	BP 2017	% évolution
Charges salariales	15 882 178	15 795 075	-0,55%
CASC	113 097	108 349	-4,20%
Assurances	120 000	265 000	120,83%
TOTAUX	16 115 275	16 168 424	0,33%

Jusqu'en 2014, la prime annuelle pour l'assurance statutaire était d'environ 200 000 €. Dans le cadre du marché public, pour la période 2015-2016, le montant était d'environ 100 000 €. Pour la période 2017-2020, la commune a fait le choix d'adhérer au contrat cadre d'assurance groupe du CDG 69. A l'issue d'une procédure de mise en concurrence, le groupement Sofaxis et CNP Assurances a été retenu par le CDG 69.

Le montant de la prime annuelle sera d'environ 265 000 €.

Cette hausse s'explique notamment par une augmentation importante des arrêts de travail dans la fonction publique territoriale ces dernières années (+6% entre 2014 et 2015, étude SOFAXIS 2016), ce qui a poussé les assureurs à revoir fortement à la hausse leurs primes.

La prime annuelle 2017 a été calculée par le CDG69 sur la base du dernier CA adopté (CA 2015). La dynamique de réduction des charges salariales devrait permettre de revoir à la baisse le montant de la prime dès 2018.

1.8. LES SUBVENTIONS MUNICIPALES:

Le montant prévu au budget 2017 concernant les subventions municipales est de 1 157 055 €.

1.9. LES DEPENSES DE GESTION :

Ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité locale, c'est-à-dire des dépenses qui reviennent chaque année : achat de fourniture, électricité, téléphone, prestation de service, assurance, et également les

dépenses concernant les services rendus à la population tels que la restauration municipale, activités périscolaires et extra scolaire, sportives, culturelles etc.....

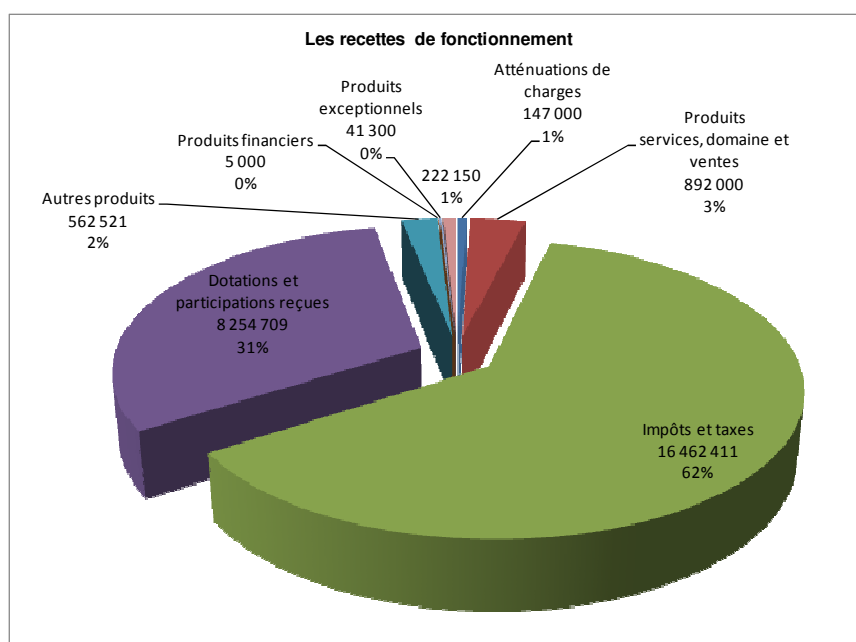
1.10. LES FRAIS FINANCIERS :

En 2017, les frais financiers sont prévus à hauteur de 5 799 €. Cette prévision en baisse de 5 266 €

par rapport à 2016 qui résulte des effets bénéfiques de la politique de désendettement.

2. Les recettes de fonctionnement 2017:

RECETTES				
CHAPITRES		BP 2016	BP 2017	% évolution
013	Atténuations de charges	130 000	147 000	13,08%
70	Produits services, domaine et ventes	921 800	892 000	-3,23%
73	Impôts et taxes	16 396 142	16 462 411	0,40%
74	Dotations et participations reçues	8 512 386	8 254 709	-3,03%
75	Autres produits	536 332	562 521	4,88%
76	Produits financiers	10 000	5 000	-50,00%
77	Produits exceptionnels	36 500	41 300	13,15%
TOTAL DES OPERATIONS RELLES		26 543 160	26 364 941	-0,67%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	230 000	222 150	-3,41%
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		230 000	222 150	-3,41%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		26 773 160	26 587 091	-0,69%



Chapitre 013 : Les atténuations de charges correspondent aux remboursements de sécurité sociale, de prévoyance, de cessation progressive d'activité.

Chapitre 70 : Dans ce chapitre, se cumulent toutes les recettes liées aux activités faisant l'objet d'une facturation auprès des usagers du service.

Chapitre 73 : Impôt et taxes.

Chapitre 74 : Dotations diverses.

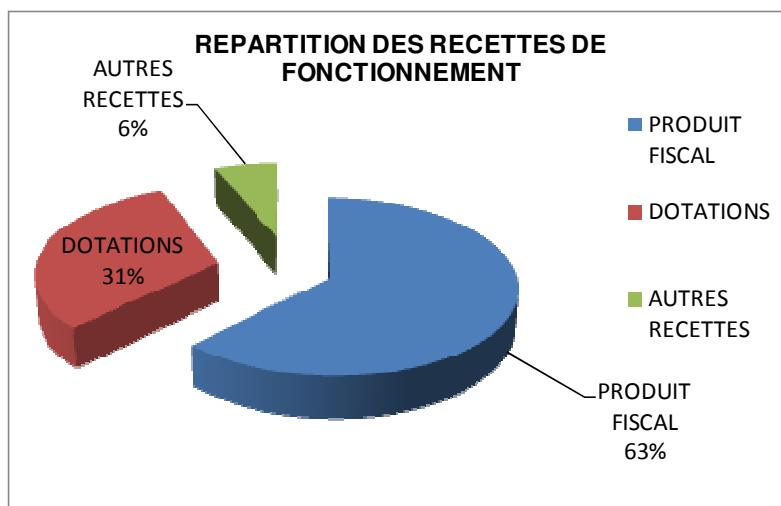
Chapitre 75 : Les autres produits de gestion courante correspondent aux charges et loyers refacturés.

Chapitre 76 : Fonds de soutien de sortie des emprunts à risque.

Chapitre 77 : Produit des cessions d'immobilisation.

2.1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2017 COMPRENNENT :

	BP 2016	BP 2017	%évolution
TOTAL RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT	26 543 160	26 364 941	-0,67%
PRODUIT FISCAL	16 396 142	16 462 411	0,40%
DOTATIONS	8 512 386	8 254 709	-3,03%
AUTRES RECETTES	1 634 632	1 647 821	0,81%



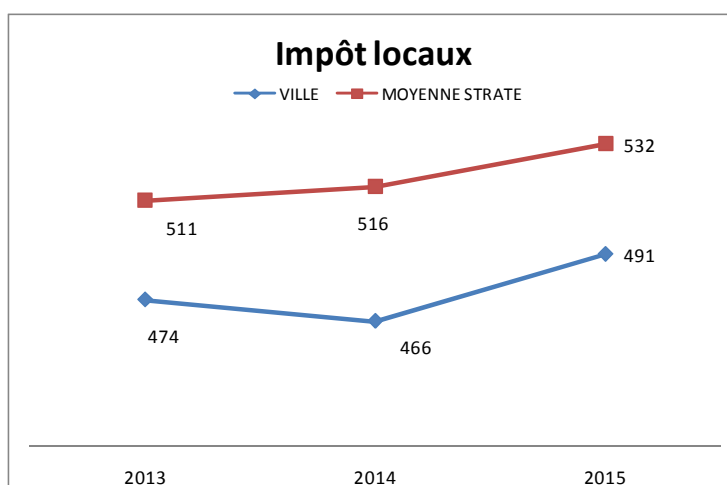
Le budget de fonctionnement 2017 se caractérise par :

- des dotations en diminution ;
- des taux de fiscalité en baisse depuis 2004.

3. La fiscalité directe locale

Conformément à l'engagement pris devant les Givordins de ne pas augmenter les taux d'imposition à la Ville de Givors, aucune hausse de taux de fiscalité n'est prévue au budget 2017. Il

s'agira d'une baisse depuis 2004 sans actionner le levier fiscal alors que les contraintes financières auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales n'ont fait qu'augmenter.



Il est important de rappeler que la ville de Givors est bien en-dessous de la moyenne de strate, des communes de 10 000 à 20 000 habitants (source : Direction Générale des Collectivité Locales).

3.1. DETAIL DES BASES FISCALES

	Bases prévisionnelles*	Produit bases prévisionnelles	Bases définitive**	Produit bases définitive	% évolution des produits
TAXE D'HABITATION	17 420 000	3 274 960	16 748 676,00	3 148 751,09	-3,85%
TAXE FONCIERE SUR LE BATI	21 431 000	6 159 268,40	20 900 395,00	6 006 773,52	-2,48%
TAXE FONCIERE SUR LE NON BATI	57 700	38 468,59	57 336,00	38 225,91	-0,63%
TOTAL	38 908 700	9 472 697	37 706 407,00	9 193 750,52	-2,94%

* Données provenant des services fiscaux début 2016

** Données provenant des services fiscaux fin 2016

Depuis 2009, les contribuables célibataires, divorcés, séparés ou veufs vivant seuls et ayant supporté seuls la charge d'un enfant pendant au moins cinq ans bénéficiaient d'une majoration d'une demi-part supplémentaire de quotient familial. Afin de limiter les hausses d'impôts pouvant en résulter, la demi-part a été maintenue à titre transitoire et dégressif jusqu'à l'imposition des revenus 2012. La situation de ces contribuables au regard des impôts locaux et de la contribution à l'audiovisuel public a été également préservée jusqu'en 2013 compris. Le dispositif d'exonération a été prorogé à nouveau en 2014 : L'article 28 de la loi de finances rectificative n° 2014-891 du 8 août 2014 a prévu que les personnes ayant bénéficié de l'exonération de taxe d'habitation et du dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public au titre de l'année 2013 au motif qu'elles étaient soit âgées de plus de 60 ans, soit veuves, continuaient à en bénéficier au titre de l'année 2014 et ce, sans réexamen des conditions de personnes, de revenus, d'ISF et de cohabitation. Cette exonération n'ayant pas été reconduite par la loi de finances pour 2015, certains contribuables sont redevenus imposables en 2015. Afin de neutraliser cet effet, l'article 75 de la loi de finances pour 2016 a reconduit l'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière au profit de certains contribuables économiquement faibles, dits « vieux parents ».

En raison de contraintes techniques, les bases prévisionnelles de Taxe d'habitation notifiées en début 2016 n'ont pas pu être révisées à la baisse pour tenir compte des exonérations. Le caractère surévalué des bases de Taxe d'habitation à hauteur d'une moyenne estimée alors à 2%.

En replaçant la situation particulière de 2016 dans la chronologie des effets de la mesure, on constate que :

- adoptée tardivement fin 2015, l'exonération de l'article 75 a été traitée par voie de dégrèvement au titre des impositions de 2015, intégralement pris en charge par l'Etat, les collectivités locales ayant bénéficié du produit fiscal ; en 2015, les collectivités ont bénéficié d'un « effet d'aubaine » constitué par la réintégration de contribuables dans les bases imposables ; toutes choses égales par ailleurs, la situation 2016 est probablement d'un niveau comparable à celui de 2014 s'agissant des bases exonérées ;

- la communication de la DGFiP, début 2016, à partir des seules informations disponibles à l'époque (message accompagnant les états de notification ; information passée aux associations d'élus le 9 mai 2016) ; le caractère tardif des bases définitives de TH s'explique (comme chaque année) par la prise en compte des éléments individuels du contribuable (RFR ; situation personnelle) connus seulement à l'issue de la campagne IR de l'année.

	BASES RELLES 2016	BASES 2017 PREVISIONNELLES	% évolution
TAXE D'HABITATION	16 748 676	16 755 375	0,4%
TAXE FONCIERE SUR LE BATI	20 900 395	20 908 755	0,4%
TAXE FONCIERE SUR LE NON BATI	57 336	57 359	0,4%
TOTAL	37 706 407	37 721 490	0,4%

Le montant des bases de la fiscalité directe est estimé en 2017 à 37 721 490 €. Cette prévision comprend une actualisation des valeurs locatives,

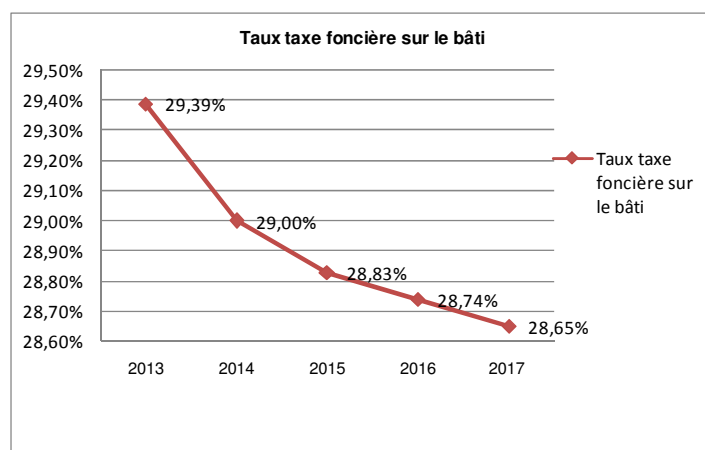
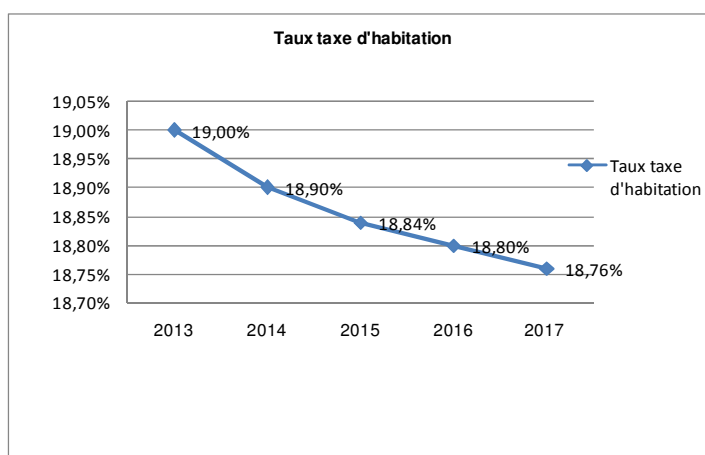
fixée en Loi de Finances 2017, estimée à 0,4% (plus faible hausse historique).

3.2. FIXATION DES TAUX DE FISCALITE :

Depuis 2004, les taux de taxe d'habitation et de taxes foncières sont en baisses. Pour l'exercice 2017, les taux diminueront de la manière suivante :

Taux de la taxe d'habitation : -0,20 % ;
Taux de la taxe foncière sur le bâti : 0,30 % ;
Taux de la taxe foncière sur le non bâti : 0,20 %.

	2004	2015	2016	2017	2017/2016	2017/2004
Taxe d'habitation TH						
Taux communaux	21,41	18,84	18,8	18,76	-0,20%	-12,38%
Taxe du foncier bâti TFB						
Taux communaux	32,65	28,83	28,74	28,65	-0,30%	-12,25%
Taxe du foncier non bâti TFNB						
Taux communaux	75,81	66,8	66,67	66,54	-0,20%	-12,23%



3.3. PRODUIT FISCAL :

	Produit bases prévisionnelles	Produit fiscal 2016 définitif	Produit fiscal 2017 prévisionnel	% évolution produit fiscal 2016 définitif et prévisionnel 2017
TAXE D'HABITATION	3 274 960	3 148 751	3 143 308	-0,17%
TAXE FONCIERE SUR LE BATI	6 159 268,40	6 006 774	5 990 358	-0,27%
TAXE FONCIERE SUR LE NON BATI	38 468,59	38 226	38 167	-0,16%
TOTAL	9 472 697	9 193 751	9 171 833	-0,24%

Il faut ajouter au total le produit de la taxe sur les pylônes qui a été intégrée dans les produits fiscaux en 2014 (123 958 € en 2016).

	2013	2014	2015	2016	2017
Taxe d'habitation					
Base nette imposable taxe d'habitation	16 213 477	16 138 842	17 225 855	16 748 676	16 755 375
Taux taxe d'habitation	19,00%	18,90%	18,84%	18,80%	18,76%
Produit de la taxe d'habitation	3 080 561	3 050 241	3 245 351	3 148 751	3 143 308
Taxe sur le foncier bâti					
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	20 125 969	20 670 946	21 217 257	20 900 395	20 908 755
Taux taxe foncière sur le bâti	29,39%	29,00%	28,83%	28,74%	28,65%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	5 915 022	5 994 574	6 116 935	6 006 774	5 990 358
Taxe sur le foncier non bâti					
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	66 309	62 690	56 191	57 336	57 359
Taux taxe foncière sur le non bâti	67,00%	67,00%	66,80%	66,67%	66,54%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	44 427	42 002	37 536	38 226	38 167
Produit des taxes directes	9 040 010	9 086 818	9 399 822	9 193 751	9 171 833
Rôles supplémentaires	90 772	162 440	196 510		
Produit des contributions directes	9 130 782	9 249 258	9 596 332		

3.4. PRELEVEMENT AU TITRE DU FPIC (ATTENUATION DE PRODUITS CHAPITRE 014) :

La modification du paysage intercommunal se traduira en 2017 par une réduction du montant par habitant à percevoir par les territoires bénéficiaires et une augmentation moyenne par habitant des territoires contributeurs. Les fusions se traduiront,

très fréquemment, pour les communes par un changement dans le niveau de contribution à verser à l'attribution à percevoir, voire le passage de l'un à l'autre.

<p>Le produit de la fiscalité directe BP 2017 Somme des trois taxes directes locales (taxe d'habitation et taxes foncières) qui seront payées par les contribuables Givordins en 2017 : 9,2 M€</p>

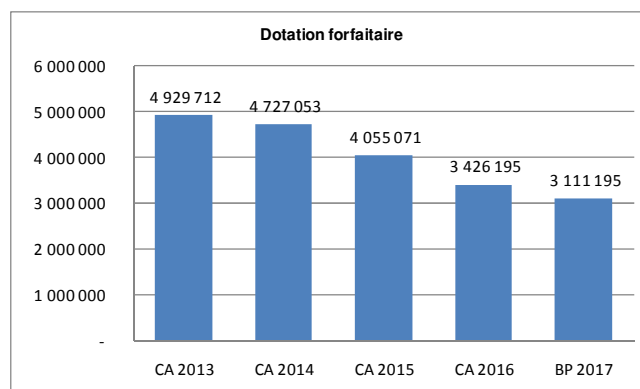
4. Les concours financiers de l'Etat

Les collectivités locales continueront en 2017 de participer au plan de redressement des comptes publics décidé par le gouvernement pour la période 2014-2017.

4.1. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT :

	BP 2016	BP 2017	% évolution
DOTATION FORFAITAIRE	3 383 089	3 111 195	-8,04%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2 600 000	2 600 000	0,00%
TOTAL	5 983 089	5 711 195	-4,54%

Le montant de la dotation forfaitaire attendu en 2017 est estimé à 3 111 195 €. Au total sur la période 2013-2017, la ville de Givors contribuera à hauteur de 1 818 517 € au redressement des comptes publics.



La baisse programmées des dotations de l'Etat, notamment la Dotation Globale de fonctionnement (DGF) sur les futurs exercices. Selon le projet de loi de finance 2017 : « Depuis 2015, les collectivités territoriales ont contribué aux économies à hauteur de leur part dans la dépense publique. L'objectif poursuivi par le Gouvernement est de ralentir la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités et, dans le même temps, de préserver la capacité d'investissement local. Pour cela, les mesures prises depuis 2015 combinent la baisse des dotations de fonctionnement et mesures spécifiques de soutien à l'investissement. La baisse des dotations de fonctionnement a conduit à une diminution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales de 3,5 Md€ en 2015 puis de 3,3 Md€ en 2016, après une première baisse de 1,5 Md€ en 2014. Cette baisse se poursuit en PLF 2017 avec une nouvelle diminution de 2,8 Md€ par rapport à la LFI 2016. Le Gouvernement maintient la contribution des collectivités au redressement des finances publiques, en allégeant toutefois celle portée par le bloc communal, dont la baisse des concours financiers n'a pas été, à l'inverse des départements et des régions, compensée par le dynamisme des autres transferts financiers de l'État. ». Selon la loi de finance 2016, la DGF aurait dû être calculée selon le nombre d'habitant des

communes, (soit 75,72 € par habitant) qui finalement n'a pas été appliqué en 2016 ni en 2017.

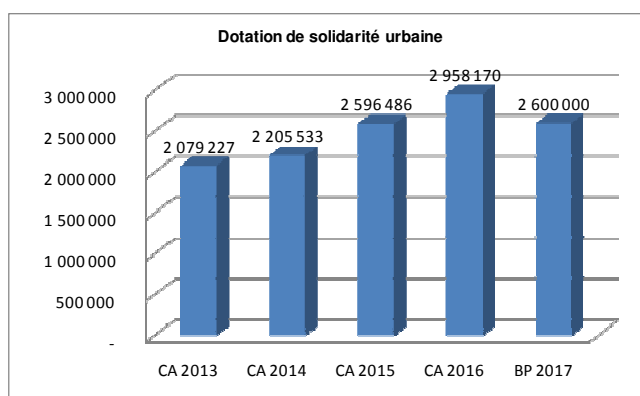
En réponse aux nombreuses critiques dont cette réforme faisait l'objet, Manuel Valls annonçait, le 3 novembre 2015, un maintien des principes de la réforme dans la loi de finances initiale pour 2016, article 150, mais un report de leur mise en œuvre, du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2017. Le projet de loi de finances pour 2017 abroge pour sa part l'article 150 de la loi de finances initiale pour 2016.

Cette réforme est donc repoussée au 1^{er} janvier 2018, sans information complémentaire à ce jour.

Il convient de rappeler que la DGF subit une baisse continue depuis 2011, avec une accentuation particulièrement importante depuis 2014. Ainsi elle s'élevait, pour l'ensemble du pays, à 36,6 milliards d'euros en 2015, alors qu'elle atteignait 41,5 milliards en 2012. Les déclarations de François Hollande au congrès de l'AMF annoncent une volonté de diminuer de moitié l'effort demandé aux communes et aux intercommunalités en 2017, tout en conservant sur le fond le principe de l'affaiblissement des budgets.

Au niveau de la DSU, la loi de finance 2017 prévoit la suppression de la catégorie des communes dites « DSU cibles » ce qui engendrera peut-être une

baisse de celle-ci pour la commune de Givors. En 2016 le montant de la DSU cible pour la commune de Givors était d'environ 340 000 €.



4.2. LES COMPENSATIONS FISCALES :

	BP 2016	BP 2017	% évolution
COMPENSATION EXONERATION TAXE D'HABITATION	572 300	500 000	-12,63%
COMPENSATION EXONERATION TAXE FONCIERE	60 165	80 000	32,97%
DOTATION UNIQUE DES COMPENSATIONS SPECIFIQUES TAXE PROFESSIONNELLES	187 716	190 000	1,22%
TOTAL	820 181	770 000	-6,12%

Les compensations fiscales qui servent chaque année de variable d'ajustement à l'enveloppe normée des concours financiers de l'Etat seront à nouveau en baisse.

5. Les dotations de la Métropole

	BP 2016	BP 2017	% évolution
Attribution de compensation	6 037 630	6 037 630	0,00%
Dotation de Solidarité Communautaire	384 000	384 000	0,00%
Remboursement des intérêts de la dette transférée	273 228	227 690	-16,67%
TOTAL	6 694 858	6 649 320	-0,68%

Dotation de Solidarité Communautaire :

Afin de favoriser la solidarité entre communes avec un partage équitable des richesses fiscales sur le territoire, Lyon Métropole verse aux communes une Dotation de Solidarité Communautaire.

Remboursement des intérêts de la dette transférée :

Remboursement par la métropole des côtes part d'emprunt qui lui sont imputables (cas des dettes correspondant au transfert par Givors).

6. Les autres recettes

6.1. LES RECETTES TARIFAIRES :

Les recettes tarifaires, qui comprennent notamment les concessions cimetières, les produits droit de stationnement, du conservatoire, de la piscine, du périscolaire, de l'enseignement, de la médiathèque,

tu théâtre, des locations de salles..., sont inscrites à hauteur de 892 000 € au budget de 2017.

La revalorisation des tarifs au regard de l'inflation aura lieu en cours d'année.

6.2. LES AUTRES PARTICIPATIONS ET AUTRES RECETTES :

Ce poste de recettes comprend principalement les participations d'autres collectivités (région, métropole,...) notamment en ce qui concerne l'utilisation des installations sportives par les

collèges et lycée, ou d'autres organismes tels que la Caisse d'Allocations Familiales (contrats d'avenir, contrats unique d'insertion,...) à hauteur de 1 563 514 € (articles 747, 7484, 7485).

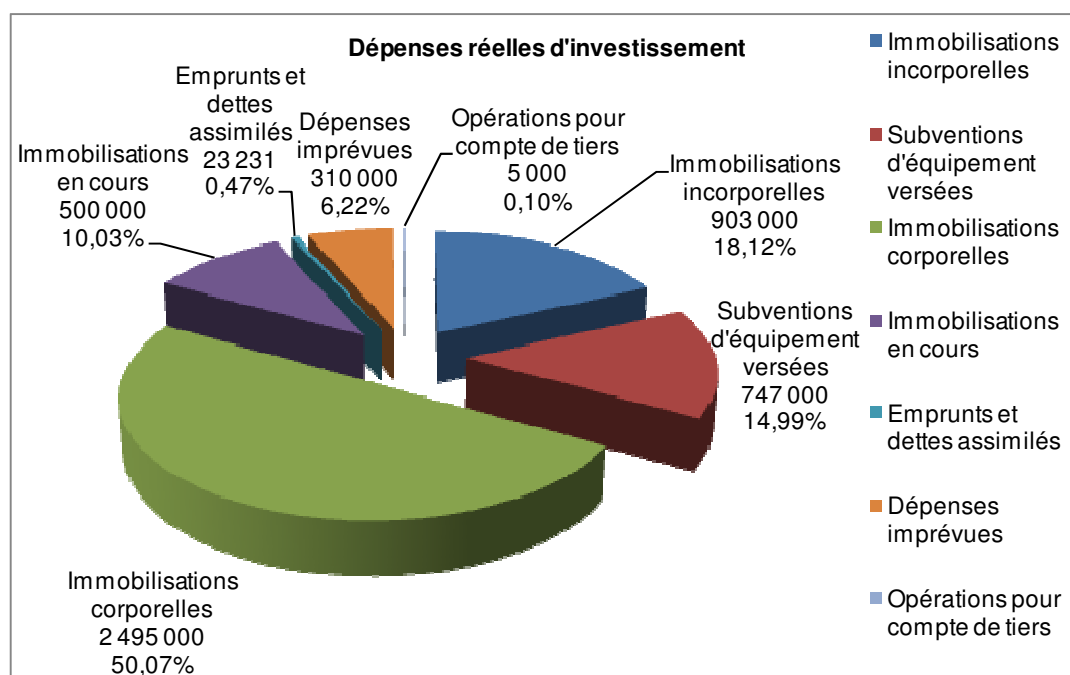
III. Equilibre du budget d'investissement 2017

Avec une prévision de 6 180 381 € de projet d'investissement, la municipalité maintient sa politique volontariste afin de maintenir le niveau de qualité du service public local,

Le tableau ci-dessous permet de disposer d'une vue globale du budget primitif 2017 de la section de d'investissement de la Ville présenté par chapitre (ceux-ci regroupant les grands types de dépenses et de recettes).

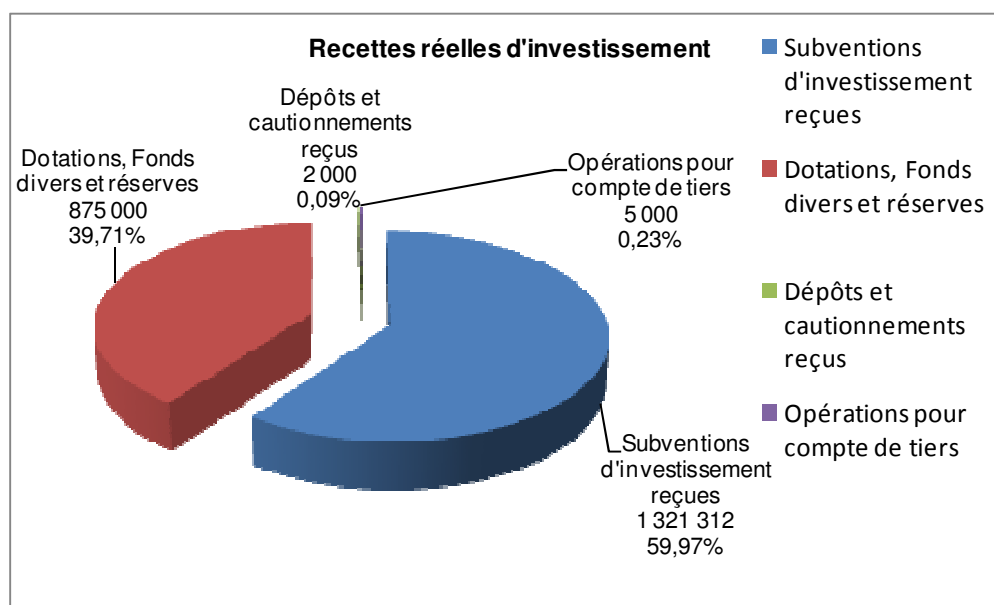
1. Les dépenses d'investissement 2017 :

DEPENSES				
CHAPITRES		BP 2016	BP 2017	% évolution
20	Immobilisations incorporelles	220 000	903 000	310,45%
204	Subventions d'équipement versées	1 282 500	747 000	-41,75%
21	Immobilisations corporelles	2 488 904	2 495 000	0,24%
23	Immobilisations en cours	0	500 000	100,00%
16	Emprunts et dettes assimilés	20 463	23 231	13,53%
020	Dépenses imprévues	310 000	310 000	0,00%
45	Opérations pour compte de tiers	5 000	5 000	0,00%
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		4 326 867	4 983 231	15,17%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	230 000	222 150	-3,41%
041	Opérations patrimoniales	975 000	975 000	0,00%
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		1 205 000	1 197 150	-0,65%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		5 531 867	6 180 381	11,72%



2. Les recettes d'investissement 2017 :

RECETTES				
CHAPITRES		BP 2016	BP 2017	% évolution
13	Subventions d'investissement reçues	483 517	1 321 312	173,27%
10	Dotations, Fonds divers et réserves	801 851	875 000	9,12%
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	2 000	100,00%
45	Opérations pour compte de tiers	5 000	5 000	0,00%
TOTAL DES OPERATIONS RELLES		1 290 368	2 203 312	70,75%
021	Virement de la section de fonctionnement	1 347 999	1 102 359	-18,22%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 918 500	1 899 710	-0,98%
041	Opérations patrimoniales	975 000	975 000	0,00%
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		4 241 499	3 977 069	-6,23%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		5 531 867	6 180 381	11,72%



3. Les dépenses d'investissement :

3.1. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT :

Avec une prévision d'un peu plus de 4.6 M€ d'euros de projets d'investissement, la municipalité maintient, dans un contexte incertain pour les collectivités territoriales, sa politique volontariste afin de maintenir un service public de qualité et offrir des équipements de proximité à l'échelle des quartiers de la commune

Pour autant, ce projet de territoire ambitieux se fera, cette année encore, sans recourir à l'endettement et ne réduira pas les marges de manœuvre futures.

Ce budget primitif 2017 s'inscrit dans les grandes priorités du mandat à savoir : l'éducation, le renforcement de l'offre de service aux usagers, les services de proximités (culture, enfance, sport,...), l'aménagement du territoire et la poursuite de l'entretien durable du patrimoine communal.

EDUCATION :

En 2017, le secteur éducatif se verra consacrer 1.2M€ d'euros d'investissement.

Les principaux investissements sont les suivants :

- réfection des menuiseries extérieures de l'école Henri Wallon (200 000 euros),
- maîtrise d'œuvre du nouveau groupe scolaire (600 000 euros),
- ravalement des bâtiments de l'école Jean Jaurès, avec isolation par l'extérieur (300 000 euros),
- Aménagements à l'école Edouard Herriot en prévision d'une ouverture de classe, réaménagement/sécurisation d'accès et travaux de réfection intérieure de locaux sur différents sites,... (100 000 euros).

SPORT

Dans le secteur sportif, ce sont 310 000 euros de crédits inscrits l'année 2017 avec notamment la poursuite de l'entretien des équipements.

Les principaux investissements sont les suivants :

- maîtrise d'œuvre pour la réfection énergétique et mise en accessibilité du palais des sports (100 000 euros),
- maîtrise d'œuvre et travaux nécessaires pour la mise en place d'un pompage dans la nappe phréatique pour l'alimentation en eau de la piscine (110 000 euros),
- changement de menuiseries et réfection de la plage/pédiluve extérieur de la piscine, travaux d'éclairages sur le parc des sports, installations de serrures à badge dans les équipements, réfection des vestiaires existants salle Guillemot,... (100 000 euros).

CULTURE

En 2017, 300 000 euros seront consacrés au secteur culturel avec notamment des travaux d'amélioration sur le patrimoine culture.

Les principaux investissements sont les suivants :

- maîtrise d'œuvre pour des travaux de réfection de la médiathèque (peintures, sols, dernière tranche de menuiseries extérieures) (50 000 euros),
- Travaux de réparation du Moulin Moiroud et de sécurisation du site (150 000 euros),

- travaux de réfection de la médiathèque (étanchéité, réseaux d'évacuation sanitaires, installation de serrures à badge) et du théâtre (réfection peinture/sols escalier)... (100 000 euros).

ENFANCE :

- lancement projet de crèche aux plaines en partenariat avec la CAF/centre social/relais assistante maternelle aux Plaines (100 000 euros),
- réparations du parc d'aires de jeux (20 000 euros).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

En 2017, un peu plus d'un 1.4M€ d'euros seront consacrés aux travaux d'aménagement du territoire. Les principaux investissements sont les suivants :

- requalification des espaces publics autour de la place du Coteau et résidentialisation de certains espaces pour la réfection des rez-de-jardin des logements sur le secteur dans le cadre de la CMOU signée avec l'ANRU et l'IRA. La livraison est prévue courant 2017 et la ville procédera au versement d'un acompte de 110 000 euros ;
- aménagement des espaces publics autour des garages Duclos réhabilités par l'OPAC du Rhône dans le cadre de la CMOU avec la métropole. Les travaux ayant été livrés, la commune procédera au versement de l'acompte final de solde (35 000 euros) ;
- Travaux d'aménagement et d'entretien des espaces publics de domanialité communale : (500 000 euros) ;
- frais d'extensions de réseaux au regard des autorisations d'urbanisme délivrées (15 000 euros) ;
- Aménagements des berges du Gier (aires de jeux, cheminements, zone de loisirs) (300 000 euros) ;
- Abondement par la ville du fonds d'initiative communal pour les travaux de réfection sur le secteur Malik Oussékine (plateau traversant devant le conservatoire, réfection/création de trottoirs) (76 000 euros) ;
- participation au financement de la ZAC VMC (368 000 euros).

PATRIMOINE

Un budget d'un peu plus de 1.12M€ sera globalement dédié aux travaux d'entretien durable afin d'assurer la pérennité des bâtiments communaux et améliorer leur accessibilité.

Les principaux investissements sont les suivants :

- ravalement centre commercial des vernes (150 000 euros) ;
- mise en accessibilité des bâtiments communaux (100 000 euros) ;
- études de sols, de structure, économie de la construction, contrôle technique, coordinateur SPS,... (50 000 euros) ;
- réfection et entretien des bâtiments administratifs, réfection des menuiseries extérieures du patrimoine communal ou et installations de clôture et panneaux de jalonnement, études de déménagement des serres, (178 000 euros) ;
- réhabilitation du bâtiment du 13 rue Jean Marie Imbert pour accueillir le centre social Camille Claudel dans le cadre du protocole signé avec la CAF (300 000 euros) ;
- Acquisition de matériel dont informatique, mobilier et véhicules de service (2 véhicules utilitaires, véhicule police municipale, 2 véhicules électriques,...) (350 000 euros).

SECURITE

Poursuite du déploiement de la vidéo protection sur le territoire de la commune (72 caméras à ce jour), acquisition de matériels pour la sécurité et gestion de crise (barrières, plan de secours gestion de crise, mise à jour de plan d'évacuations, procédures de péril...) (110 000 euros).

DISPOSITIFS D'AMELIORATION DE L'HABITAT

- participation à l'opération de résorption des points noirs du bruit le long de la RD386 (changement des menuiseries des habitations concernées sans frais pour les propriétaires selon la répartition suivante : ADEME (80%), Métropole (10%), commune de Givors (10%) (23 00 euros) ;
- PIG loyers maîtrisés : dispositif métropolitain financé par la métropole, les communes, l'ANAH de subventions à des particuliers pour des travaux de réfection d'habitat en vue de proposer de nouveaux produits logements sur le marché à des prix abordables (35 000 euros).

4. Les recettes d'investissement 2017

4.1. LES RECETTES D'EQUIPEMENT :

Les subventions d'équipement :

En 2017, le volet « subventions d'équipement » est budgété en hausse comparativement à l'exercice précédent.

Dans le cadre des contrats triennaux repris par la Métropole de Lyon sont inscrites les subventions concernant : rénovation groupe scolaire (200 000 €), démolition MJC (82 110€), rénovation de l'hôtel

de ville (70 370€), la réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage (160 000€), pôle petite enfance (258 500€).

Dans le cadre du protocole signé avec la CAF concernant la crèche des plaines et le centre social nous avons inscrit la somme de 399 400€.

Fond de soutien à l'investissement :

Le Gouvernement a souhaité, à travers la loi de finances 2016, redynamiser le tissu économique local à travers des mesures favorisant l'investissement. Le Premier ministre a annoncé la création d'une dotation de soutien à l'investissement public local, pour un montant de 800 millions €, dont 93,8 millions € alloués à la région Auvergne-Rhône-Alpes.

- La construction d'un restaurant scolaire pour le groupe scolaire Gabriel Péri,
- La construction d'une crèche de 33 berceaux sur le quartier des Plaines et réhabilitation d'un bâtiment public communal.

Au BP 2017, la somme de 80 000€ est inscrite dans le cadre du restaurant scolaire pour le groupe scolaire Gabriel Péri.

La commune a sollicité un soutien financier pour plusieurs projets, deux d'entre eux sont retenus par le Préfet :

4.2. LES AUTRES RECETTES :

Le FCTVA

Le montant du fonds de compensation pour la TVA à percevoir par la ville pour 2017 devrait être de l'ordre de 860 000€, sous réserve que le taux d'exécution des investissements demeure satisfaisant. Rappelons que ce fonds est indexé sur le volume réel d'investissements réalisé en année N-1. Il convient aussi de noter que le taux de compensation du FCTVA augmenté : de 15,761 à

16,404%, pour les dépenses éligibles réalisées à compter du 1^{er} janvier 2015 (FCTVA 2016).

De plus, à partir du 1^{er} janvier 2016, les dépenses d'entretien concernant les bâtiments publics et la voirie sont éligibles au même titre que les dépenses d'investissements.

Sachant que les dépenses d'investissement diminuent, le montant de la FCTVA perçu baisse également.

Le produit des cessions

Dans le cadre de sa politique de valorisation de son patrimoine communal, la commune a signé le 11 juillet 2016 un marché de prestation de service d'intermédiation immobilière avec le groupement SAGIM Brice Robert. Il s'agit de rechercher et de trouver des acquéreurs pour les biens suivants : un bâtiment communal sis 7 place Jean Jaurès à Givors et 11 terrains nus

situés sur le plateau de Montrond pour une superficie totale d'environ 30 954m². L'ensemble de ces biens a été estimé par les services des domaines pour un montant total d'environ 3 000 000 euros. Le produit des ventes ne pourra être inscrit au budget lorsque les actes de vente seront signés. A ce jour aucun acte de vente n'est signé.

4.3. LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE :

Un seul emprunt est encore en cours pour la Ville de Givors. Cet emprunt a été contracté au 1^{er} janvier 2006.

En 2017, le remboursement en capital de la dette est inscrit à hauteur de 19 230,64 € compte tenu

des échéances d'emprunts contractées sur les exercices antérieurs.

En 2017, il reste un emprunt de 60 125,23 €. L'emprunt arrivera à échéance au 31/12/2019 (il aura durée 14 ans).

	BP 2016	BP 2017
Intérêt de la dette	3 269,25	2 501,21
Remboursement du capital	18 462,60	19 230,64
Annuité de la dette	21 731,85	21 731,85

Emprunts et dettes	Dette en capital		Annuité de l'exercice	Dont	
	A l'origine	Au 01/01/2017		Intérêts	Capital
1641 - Emprunts	227 150,37	60 125,23	21 731,85	2 501,21	19 230,64

Budget principal : 60 125,23 €, soit 3,07 €/habitant.

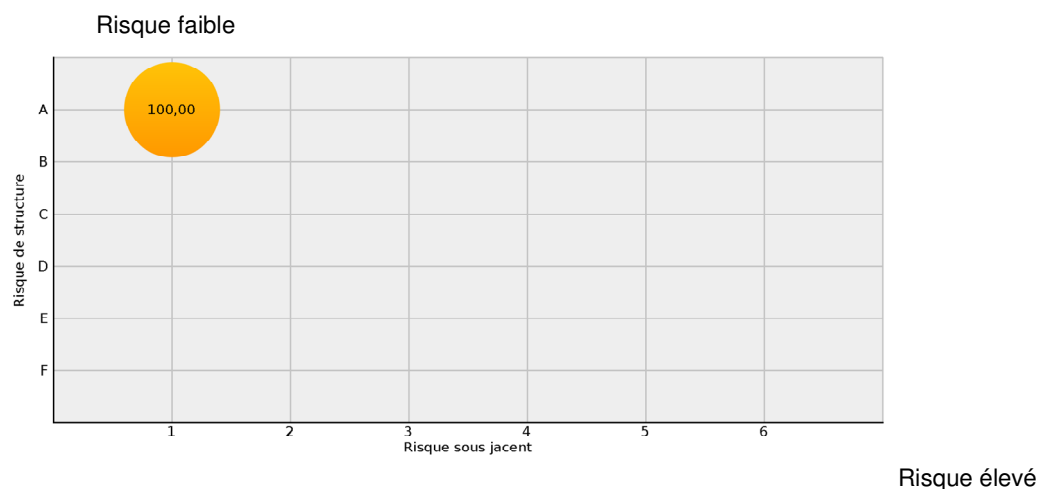
L'encours de la dette par habitant du budget demeure bien en-dessous de la moyenne de la strate.

€ par habitant	2013	2014	2015
VILLE	194	122	102
MOYENNE STRATE	964	958	944

Répartition des risques (Charte de bonne conduite) – Source Finance Active

La Charte de bonne conduite permet de définir une matrice des risques afin de permettre une

classification des produits proposés aux collectivités locales.



Le risque associé aux indices sous-jacents : les indices de la zone euro (Euribor, EUR) sont ainsi considérés de risque minimum (risque 1) quand les écarts entre indices hors zone euro présentent le risque maximum (risque 6).

Le risque lié à la « structure » du produit : allant de A à F ; plus la structure est dynamique, plus le produit sera considéré comme risqué.

La dette de la commune présente un risque faible.

IV. Présentation par fonction et rubrique – vue d'ensemble – section de fonctionnement :

Fonction non ventilables – 01 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	4 000	1 000	-75,00%
014	Atténuations de produits	97 500	90 000	-7,69%
022	Dépenses imprévues	300 000	300 000	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	30 000	30 000	0,00%
66	Charges financières	11 065	5 799	-47,59%
67	Charges exceptionnelles	48 400	93 400	92,98%
TOTAL DEPENSES REELLES		490 965	520 199	5,95%
023	Virement à la section d'investissement	1 347 999	1 102 359	-18,22%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 918 500	1 899 710	-0,98%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		3 266 499	3 002 069	-8,10%
TOTAL DEPENSES FONCTION 01		3 757 464	3 522 268	-6,26%

Les charges à caractère général (chapitre 011) diminuent de 75 % du fait que nous n'envisageons pas de faire un emprunt ou de prendre une ligne de trésorerie.

Les charges exceptionnelles (chapitre 67) ont presque doublées entre l'exercice 2016 et 2017 (+92,98 %) suite à un travail sur les restes à recouvrés (impayés). Cette démarche est engagée depuis juin 2016 en relation avec le trésor public. Bien souvent certains impayés sont dus au changement de situation des familles concernées, il y a donc lieu d'annuler l'écriture sur l'exercice antérieur pour la passer sur l'exercice en cours.

Aucun recours à l'emprunt n'est prévu pour l'exercice 2017, il est donc dans la logique que le chapitre 66 qui concerne les charges financières soit en baisse de 47,59 % par rapport à l'exercice 2016.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	15 000	30 000	100,00%
73	Impôts et taxes	16 386 142	16 452 411	0,40%
74	Dotations, subventions et participations	7 080 698	6 712 630	-5,20%
76	Produits financiers	10 000	5 000	-50,00%
77	Produits exceptionnels	36 500	41 300	13,15%
TOTAL RECETTES REELLES		23 528 340	23 241 341	-1,22%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	230 000	222 150	-3,41%
TOTAL RECETTES D'ORDRE		230 000	222 150	-3,41%
TOTAL RECETTES FONCTION 01		23 758 340	23 463 491	-1,24%

Les produits de services du domaine et vente (chapitre 70) à doublé car ce sont essentiellement des recettes des communes utilisant les compétences de la MJD et donc qui participent aux frais de fonctionnement de la MJD.

Les produits financiers (chapitre 76) diminuent de 50 % suite à la sortie des emprunts à risque avec IRA capitalisées.

Fonction services généraux – 0 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 781 424	1 840 608	3,32%
012	Charges de personnel	5 006 189	5 400 148	7,87%
65	Autres charges de gestion courante	264 020	267 789	1,43%
67	Charges exceptionnelles	3 000	13 000	333,33%
TOTAL DEPENSES FONCTION 0		7 054 633	7 521 545	6,62%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
013	Atténuations de charges	130 000	147 000	13,08%
70	Produits de services du domaine et vente	75 000	54 500	-27,33%
74	Dotations, subventions et participations	243 000	383 600	57,86%
75	Autres produits de gestion courante	43 000	43 900	2,09%
TOTAL RECETTES FONCTION 0		491 000	629 000	28,11%

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 020 : Administration générale de la collectivité

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 368 201	1 393 459	1,85%
012	Charges de personnel	4 021 814	4 528 693	12,60%
67	Charges exceptionnelles	3 000	13 000	333,33%
TOTAL DEPENSES 020		5 393 015	5 935 152	10,05%

A la suite d'une recommandation de la Chambre Régionale des Comptes, la commune a inscrit au budget primitif 10 000 € pour les divers risques de contentieux (chapitre 67, augmentation de 333 % entre 2016 et 2017).

La variation du 012 de la rubrique 020 s'explique pour les raisons suivantes :

- Le service maintenance et logistique, en 024 jusqu'à présent, apparaît désormais en 020.
- Le service à la famille apparaît désormais en rubrique 60,
- Hausse de la prime d'assurance statutaire,
- Augmentation du nombre de mutuelles agréés des agents pour lesquelles la commune apporte une participation,
- Création du poste de directeur ressources,
- Augmentation du budget élections en raison des élections se déroulant en 2017,
- Remplacements d'agents en arrêt maladie,
- Glissement vieillesse technicité,
- Affectation pour moitié des agents intervenant en rubrique 20.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
013	Atténuations de charges	130 000	147 000	13,08%
70	Produits de services du domaine et vente	40 000	19 500	-51,25%
74	Dotations, subventions et participations	243 000	383 600	57,86%
75	Autres produits de gestion courante	34 000	35 900	5,59%
TOTAL RECETTES 020		447 000	586 000	31,10%

A la suite de la dissolution du SIGLE, la commune ne percevra plus le remboursement des salaires de deux agents par ce syndicat (chapitre 70).

L'augmentation du chapitre 74 provient de la participation de la CAF dans le cadre du contrat enfance pour financer partiellement des postes.

L'estimation des produits concernant la location des salles est plus importante, on constate une augmentation de 5,5 %.

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 021 : Assemblée locale

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	51 796	39 661	-23,43%
65	Autres charges de gestion courante	207 270	206 509	-0,37%
TOTAL DEPENSES 021		259 066	246 170	-4,98%

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 022 : Administration générale de l'Etat

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	8 760	22 680	158,90%
012	Charges de personnel	318 187	331 506	4,19%
TOTAL DEPENSES 022		326 947	354 186	8,33%

Deux élections en 2017, une augmentation du chapitre 011.

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 023 : Information communication

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	145 000	150 270	3,63%
012	Charges de personnel	271 527	298 275	9,85%
65	Autres charges de gestion courante	3 900	3 900	0,00%
TOTAL DEPENSES 023		420 427	452 445	7,62%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	9 000	8 000	-11,11%
TOTAL RECETTES 023		9 000	8 000	-11,11%

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 024 : Fêtes et cérémonies

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	134 900	160 160	18,72%
012	Charges de personnel	350 071	164 501	-53,01%
TOTAL DEPENSES 024		484 971	324 661	-33,06%

Chapitre 012 : Le service maintenance et logistique apparaît désormais en 020 administration générale car intervient pour l'ensemble des services de la commune.

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 025 : Aides aux associations

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	60 617	64 978	7,19%
65	Autres charges de gestion courante	46 450	48 180	3,72%
TOTAL DEPENSES 025		107 067	113 158	5,69%

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 026 : Cimetières et pompes funèbres

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	8 550	8 600	0,58%
012	Charges de personnel	44 590	41 951	-5,92%
TOTAL DEPENSES 026		53 140	50 551	-4,87%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	35 000	35 000	0,00%
TOTAL RECETTES 026		35 000	35 000	0,00%

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 03 : Justice

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
012	Charges de personnel	0	35 222	100,00%
65	Autres charges de gestion courante	3 000	3 000	0,00%
TOTAL DEPENSES 03		3 000	38 222	1174,07%

Chapitre 012: L'agent mis à disposition de la MJD, jusqu'alors en rubrique 523, apparaît désormais dans la rubrique 03.

Fonction services généraux – 0 – Rubrique 048 : Autres actions de coopération décentralisées

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	3 600	800	-77,78%
65	Autres charges de gestion courante	3 400	6 200	82,35%
TOTAL DEPENSES 048		7 000	7 000	0,00%

Fonction sécurité et salubrité publique – 1 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	26 100	40 231	54,14%
012	Charges de personnel	536 466	593 328	10,60%
65	Autres charges de gestion courante	3 800	3 900	2,63%
TOTAL DEPENSES FONCTION 1		566 366	637 459	12,55%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	0	7 000	100,00%
TOTAL RECETTES FONCTION 1		0	7 000	100,00%

Fonction sécurité et salubrité publique – 1 – Rubrique 112 : Police municipale

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	24 300	38 431	58,15%
012	Charges de personnel	536 466	593 328	10,60%
TOTAL DEPENSES 112		560 766	631 759	12,66%

Chapitre 011 :

Augmentation des frais de mise en fourrière et de destruction des véhicules

Suite à l'augmentation des effectifs des policiers municipaux et ASVP, les dépenses de vêtements de travail sont en hausse.

Chapitre 012 :

Effectifs de police municipale en hausse.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	0	7 000	100,00%
TOTAL RECETTES 112		0	7 000	100,00%

Chapitre 70 :

Des titres exécutoires sont émis pour rembourser la commune des frais d'expertise fourrière.

Fonction sécurité et salubrité publique – 1 – Rubrique 12 : Hygiène et salubrité publique

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 800	1 800	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	3 800	3 900	2,63%
TOTAL DEPENSES 12		5 600	5 700	1,79%

Fonction enseignement et formation – 2 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 058 453	1 136 009	7,33%
012	Charges de personnel	4 036 438	3 194 065	-20,87%
65	Autres charges de gestion courante	87 393	84 483	-3,33%
67	Charges exceptionnelles	7 800	7 800	0,00%
TOTAL DEPENSES FONCTION 2		5 190 084	4 422 357	-14,79%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	270 800	269 000	-0,66%
74	Dotations, subventions et participations	416 660	321 500	-22,84%
75	Autres produits de gestion courante	16 000	0	-100,00%
TOTAL RECETTES FONCTION 2		703 460	590 500	-16,06%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 20 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	17 356	20 126	15,96%
012	Charges de personnel	215 081	152 041	-29,31%
65	Autres charges de gestion courante	81 343	78 433	-3,58%
67	Charges exceptionnelles	7 800	7 800	0,00%
TOTAL DEPENSES 20		321 580	258 400	-19,65%

Chapitre 012 : Jusqu'à présent, les agents étaient affectés en rubrique 20. Ils sont désormais affectés pour moitié en 020 car intervenant pour le compte de ces deux rubriques

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	16 000	0	-100,00%
TOTAL RECETTES 20		16 000	0	-100,00%

La diminution du chapitre 75 provient d'un changement de fonction interne pour être plus en adéquation avec la M14 (fonction 71-parc privé de la ville).

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 211 : Ecoles maternelles

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	120 802	120 816	0,01%
012	Charges de personnel	1 717 967	1 693 652	-1,42%
TOTAL DEPENSES 211		1 838 769	1 814 468	-1,32%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 212 : Ecoles primaires

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	147 588	147 017	-0,39%
012	Charges de personnel	746 275	691 260	-7,37%
TOTAL DEPENSES 212		893 863	838 277	-6,22%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 213 : Classes regroupées

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	268 447	257 360	-4,13%
TOTAL DEPENSES 213		268 447	257 360	-4,13%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 22 : Enseignement du deuxième

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
65	Autres charges de gestion courante	50	50	0,00%
TOTAL DEPENSES 22		50	50	0,00%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 251 : Hébergement et restauration

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	392 770	476 600	21,34%
012	Charges de personnel	488 325	53 359	-89,07%
TOTAL DEPENSES 251		881 095	529 959	-39,85%

La ville a passé un marché pour la restauration incluant les services. De ce fait, le budget de fonctionnement augmente de 21,34 % au chapitre 011 mais permet en parallèle une réduction des charges de personnel de 89,07 %.

Chapitre 012: Le service dans les réfectoires scolaires est externalisé depuis le 01/01/2017. Un agent reste en charge du suivi du marché.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	240 000	220 000	-8,33%
74	Dotations, subventions et participations	3 000	1 500	-50,00%
TOTAL RECETTES 251		243 000	221 500	-8,85%

La subvention concernant le lait a diminué de moitié soit 1 500 € au lieu de 3 000 € (chapitre 74).

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 252 : Transports scolaires

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	69 000	68 000	-1,45%
TOTAL DEPENSES 252		69 000	68 000	-1,45%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	5 800	4 000	-31,03%
TOTAL RECETTES 252		5 800	4 000	-31,03%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 253 : Sport scolaire

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 000	2 000	100,00%
TOTAL DEPENSES 253		1 000	2 000	100,00%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 254 : Médecine scolaire

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	5 340	5 340	0,00%
TOTAL DEPENSES 254		5 340	5 340	0,00%

Fonction enseignement et formation – 2 – Rubrique 255 : Classes de découverte et autres services

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	36 150	38 750	7,19%
012	Charges de personnel	868 790	603 753	-30,51%
65	Autres charges de gestion courante	6 000	6 000	0,00%
TOTAL DEPENSES 255		910 940	648 503	-28,81%

Chapitre 012: Les vacataires intervenant sur l'extra scolaire apparaissent désormais en 421.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	25 000	45 000	80,00%
74	Dotations, subventions et participations	413 660	320 000	-22,64%
TOTAL RECETTES 255		438 660	365 000	-16,79%

Fonction Culture – 3 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	635 730	656 283	3,23%
012	Charges de personnel	1 793 915	1 759 118	-1,94%
65	Autres charges de gestion courante	7 900	7 500	-5,06%
TOTAL DEPENSES FONCTION 3		2 437 545	2 422 901	-0,60%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	126 000	114 500	-9,13%
74	Dotations, subventions et participations	190 528	182 579	-4,17%
TOTAL RECETTES FONCTION 3		316 528	297 079	-6,14%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 30 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	10 348	15 173	46,63%
012	Charges de personnel	232 652	247 273	6,28%
TOTAL DEPENSES 30		243 000	262 446	8,00%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 311 : Expression, musicales, lyrique et chorégraphique

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	103 742	106 841	2,99%
012	Charges de personnel	989 050	1 006 610	1,78%
TOTAL DEPENSES 311		1 092 792	1 113 451	1,89%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	110 000	100 000	-9,09%
74	Dotations, subventions et participations	154 528	145 579	-5,79%
TOTAL RECETTES 311		264 528	245 579	-7,16%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 312 : Arts plastiques et autres

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 670	1 620	-2,99%
TOTAL DEPENSES 312		1 670	1 620	-2,99%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 313 : Théâtres

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	225 245	236 305	4,91%
TOTAL DEPENSES 313		225 245	236 305	4,91%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	10 000	10 000	0,00%
TOTAL RECETTES 313		10 000	10 000	0,00%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 321 : Bibliothèques et Médiathèques

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	106 260	108 616	2,22%
012	Charges de personnel	363 085	381 020	4,94%
TOTAL DEPENSES 321		469 345	489 636	4,32%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	6 000	4 500	-25,00%
74	Dotations, subventions et participations	15 000	16 000	6,67%
TOTAL RECETTES 321		21 000	20 500	-2,38%

Chapitre 70 :

Estimation perte recette gratuité étendue à tous les givordins (impact de la nouvelle tarification pour les givordins)

Fonction Culture – 3 – Rubrique 322 : Musées

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	36 357	37 985	4,48%
TOTAL DEPENSES 322		36 357	37 985	4,48%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 323 : Archives

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	11 013	10 973	-0,36%
012	Charges de personnel	209 128	124 215	-40,60%
TOTAL DEPENSES 323		220 141	135 188	-38,59%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
74	Dotations, subventions et participations	1 000	1 000	0,00%
TOTAL RECETTES 323		1 000	1 000	0,00%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 324 : Entretien du patrimoine

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	1 000	1 500	50,00%
65	Autres charges de gestion courante	900	900	0,00%
TOTAL DEPENSES 324		1 900	2 400	26,32%

Fonction Culture – 3 – Rubrique 33 : Action culturelle

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	140 095	137 270	-2,02%
65	Autres charges de gestion courante	7 000	6 600	-5,71%
TOTAL DEPENSES 33		147 095	143 870	-2,19%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
74	Dotations, subventions et participations	20 000	20 000	0,00%
TOTAL RECETTES 33		20 000	20 000	0,00%

Fonction sports et jeunesse– 4

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	880 834	912 027	3,54%
012	Charges de personnel	1 983 165	2 179 517	9,90%
65	Autres charges de gestion courante	275 190	285 490	3,74%
67	Charges exceptionnelles	14 000	8 500	-39,29%
TOTAL DEPENSES FONCTION 4		3 153 189	3 385 534	7,37%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	315 000	297 000	-5,71%
74	Dotations, subventions et participations	131 500	101 000	-23,19%
75	Autres produits de gestion courante	8 000	5 000	-37,50%
TOTAL RECETTES FONCTION 4		454 500	403 000	-11,33%

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 40 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	6 423	6 160	-4,09%
012	Charges de personnel	403 312	479 999	19,01%
65	Autres charges de gestion courante	157 940	155 240	-1,71%
TOTAL DEPENSES 40		567 675	641 399	12,99%

Chapitre 012 : Un agent supplémentaire et vacances en hausse.

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 411 : Salles de sport, gymnases

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	172 631	178 241	3,25%
012	Charges de personnel	594 229	339 807	-42,82%
TOTAL DEPENSES 411		766 860	518 048	-32,45%

Chapitre 012: Jusqu'alors, les agents intervenant sur les équipements sportifs étaient affectés essentiellement en rubrique 411. Ils sont désormais répartis entre les rubriques 411 et 412 aux regards de leurs interventions.

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 412 : Stades

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	17 100	17 100	0,00%
012	Charges de personnel	7 991	212 627	2560,83%
TOTAL DEPENSES 412		25 091	229 727	815,58%

Chapitre 012: Jusqu'alors, les agents intervenant sur les équipements sportifs étaient affectés essentiellement en rubrique 411. Ils sont désormais répartis entre les rubriques 411 et 412 aux regards de leurs interventions.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
74	Dotations, subventions et participations	85 000	85 000	0,00%
75	Autres produits de gestion courante	8 000	5 000	-37,50%
TOTAL RECETTES 412		93 000	90 000	-3,23%

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 413 : Piscine

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	275 327	276 728	0,51%
012	Charges de personnel	612 575	594 200	-3,00%
TOTAL DEPENSES 413		887 902	870 928	-1,91%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
74	Dotations, subventions et participations	120 000	100 000	-16,67%
TOTAL RECETTES 413		120 000	100 000	-16,67%

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 415 : Manifestations sportives

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	11 400	13 500	18,42%
TOTAL DEPENSES 415		11 400	13 500	18,42%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
74	Dotations, subventions et participations	5 000	3 000	-40,00%
TOTAL RECETTES 415		5 000	3 000	-40,00%

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 421 : Centres de loisirs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	245 285	271 930	10,86%
012	Charges de personnel	116 382	249 823	114,66%
TOTAL DEPENSES 421		361 667	521 753	44,26%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	245 285	150 000	-38,85%
74	Dotations, subventions et participations	116 382	16 000	-86,25%
TOTAL RECETTES 421		361 667	166 000	-54,10%

Chapitre 012: Les vacataires intervenant sur l'extra scolaire apparaissent désormais en 421.

Fonction sports et jeunesse– 4 – Rubrique 422 : Autres activité pour les jeunes

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	80 800	73 500	-9,03%
012	Charges de personnel	144 676	198 994	37,54%
65	Autres charges de gestion courante	117 250	130 250	11,09%
67	Charges exceptionnelles	14 000	8 500	-39,29%
TOTAL DEPENSES 422		356 726	411 244	15,28%

Chapitre 012: 2 postes en plus dont un éducateur de proximité

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	0	10 000	100,00%
TOTAL RECETTES 422		0	10 000	100,00%

Fonction sports et jeunesse- 4 – Rubrique 423 : Colonies de vacances

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	71 868	74 868	4,17%
012	Charges de personnel	104 000	104 067	0,06%
TOTAL DEPENSES 423		175 868	178 935	1,74%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	10 000	34 000	240,00%
TOTAL RECETTES 423		10 000	34 000	240,00%

Fonction interventions sociales et santé – 5 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	2 600	4 300	65,38%
012	Charges de personnel	209 672	142 316	-32,12%
65	Autres charges de gestion courante	338 130	347 080	2,65%
TOTAL DEPENSES FONCTION 5		550 402	493 696	-10,30%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	16 800	16 800	0,00%
TOTAL RECETTES FONCTION 5		16 800	16 800	0,00%

Fonction interventions sociales et santé – 5 – Rubrique 520 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	500	700	40,00%
012	Charges de personnel	107 891	71 741	-33,51%
65	Autres charges de gestion courante	338 130	347 080	2,65%
TOTAL DEPENSES 520		446 521	419 521	-6,05%

Fonction interventions sociales et santé – 5 – Rubrique 523 : Actions en faveur des personnes en difficulté

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	100	100	0,00%
012	Charges de personnel	101 781	70 575	-30,66%
TOTAL DEPENSES 523		101 881	70 675	-30,63%

Fonction interventions sociales et santé – 5 – Rubrique 524 : Autres services

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	2 000	3 500	75,00%
TOTAL DEPENSES 524		2 000	3 500	75,00%

Aire des nomades de Bans.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	16 800	16 800	0,00%
TOTAL RECETTES 524		16 800	16 800	0,00%

Aire des nomades de Bans.

Fonction famille – 6

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	120 675	144 756	19,96%
012	Charges de personnel	964 240	1 265 717	31,27%
65	Autres charges de gestion courante	321 125	315 125	-1,87%
TOTAL DEPENSES FONCTION 6		1 406 040	1 725 598	22,73%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	110 000	110 000	0,00%
74	Dotations, subventions et participations	450 000	553 400	22,98%
TOTAL RECETTES FONCTION 6		560 000	663 400	18,46%

Fonction famille – 6 – Rubrique 60 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	0	160	100,00%
012	Charges de personnel	0	174 685	100,00%
TOTAL DEPENSES 60		0	174 845	100,00%

Chapitre 012: Jusqu'à présent le SAF était en 020. La rubrique 60 apparaît plus adéquate.

Fonction famille – 6 – Rubrique 61 : Services en faveur des personnes âgées

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	100	0	-100,00%
012	Charges de personnel	74 082	111 236	50,15%
65	Autres charges de gestion courante	31 290	25 290	-19,18%
TOTAL DEPENSES 61		105 372	136 526	29,57%

Chapitre 012: Un agent supplémentaire.

Fonction famille – 6 – Rubrique 63 : Aides à la famille

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
65	Autres charges de gestion courante	224 800	224 800	0,00%
TOTAL DEPENSES 63		224 800	224 800	0,00%

Fonction famille – 6 – Rubrique 64 : Crèches et garderies

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	120 575	144 596	19,92%
012	Charges de personnel	890 158	979 796	10,07%
65	Autres charges de gestion courante	65 035	65 035	0,00%
TOTAL DEPENSES 64		1 075 768	1 189 427	10,57%

Chapitre 012: En augmentation en raison de l'ouverture du RAM des Vernes et du jardin d'enfant.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	110 000	110 000	0,00%
74	Dotations, subventions et participations	450 000	553 400	22,98%
TOTAL RECETTES 64		560 000	663 400	18,46%

Recettes CAFAL pour jardin d'enfants (chapitre 74).

Fonction logement – 7 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	49 627	55 815	12,47%
65	Autres charges de gestion courante	5 130	3 130	-38,99%
TOTAL DEPENSES FONCTION 7		54 757	58 945	7,65%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	255 107	258 124	1,18%
TOTAL RECETTES FONCTION 7		255 107	258 124	1,18%

Fonction logement – 7 – Rubrique 70 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	4 050	4 000	-1,23%
65	Autres charges de gestion courante	5 130	3 130	-38,99%
TOTAL DEPENSES 70		9 180	7 130	-22,33%

Fonction logement – 7 – Rubrique 71 : Parc privé de la ville

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	45 577	51 815	13,69%
TOTAL DEPENSES 71		45 577	51 815	13,69%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	255 107	258 124	1,18%
TOTAL RECETTES 71		255 107	258 124	1,18%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	597 954	467 667	-21,79%
012	Charges de personnel	1 585 190	1 594 190	0,57%
65	Autres charges de gestion courante	67 000	66 000	-1,49%
TOTAL DEPENSES FONCTION 8		2 250 144	2 127 857	-5,43%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	10 000	10 000	0,00%
73	Impôts et taxes	10 000	10 000	0,00%
TOTAL RECETTES FONCTION 8		20 000	20 000	0,00%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 813 : Propreté urbaine

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
012	Charges de personnel	0	588 018	100,00%
TOTAL DEPENSES 813		0	588 018	100,00%

Chapitre 012: Jusqu'à présent, les services propreté, Prompto et réglementaire étaient affectés en 820. Ils sont désormais répartis en 3 sous fonctions : 813 (service propreté et espaces verts), 820 (service réglementaire) et 821 (Prompto).

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 814 : Eclairage public

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	303 000	152 000	-49,83%
TOTAL DEPENSES 814		303 000	152 000	-49,83%

Les charges à caractères général diminuent de 49,83 % suite à l'adhésion au SIGERLY de l'éclairage public au 1^{er} janvier 2017 (consommation fluide, matériel, consommable et maintenance dépannage).

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 816 : Autres réseaux et services divers

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	4 700	7 500	59,57%
TOTAL DEPENSES 816		4 700	7 500	59,57%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 820 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	48 180	88 600	83,89%
012	Charges de personnel	874 678	278 561	-68,15%
TOTAL DEPENSES 820		922 858	367 161	-60,21%

Régularisations foncières chantiers ANRU Vernes sur 2017 ainsi que le contrat ADS avec Lyon Métropole (chapitre 011).

Chapitre 012: Jusqu'à présent, les services propreté, Prompto et réglementaire étaient affectés en 820. Ils sont désormais répartis en 3 sous fonctions : 813 (service propreté et espaces verts), 820 (service réglementaire) et 821 (Prompto).

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 821 : Equipement de voirie

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
012	Charges de personnel	0	78 667	100,00%
TOTAL DEPENSES 821		0	78 667	100,00%

Chapitre 012: Jusqu'à présent, les services propreté, Prompto et réglementaire étaient affectés en 820. Ils sont désormais répartis en 3 sous fonctions : 813 (service propreté et espaces verts), 820 (service réglementaire) et 821 (Prompto).

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 822 : Voirie communale et routes

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	53 680	60 680	13,04%
TOTAL DEPENSES 822		53 680	60 680	13,04%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
73	Impôts et taxes	10 000	10 000	0,00%
TOTAL RECETTES 822		10 000	10 000	0,00%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 823 : Espaces verts urbains

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	136 894	112 387	-17,90%
012	Charges de personnel	670 540	648 944	-3,22%
TOTAL DEPENSES 823		807 434	761 331	-5,71%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 824 : Autres opérations d'aménagement urbain

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	20 000	20 000	0,00%
TOTAL DEPENSES 824		20 000	20 000	0,00%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
70	Produits de services du domaine et vente	10 000	10 000	0,00%
TOTAL RECETTES 824		10 000	10 000	0,00%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 830 : Services communs

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	7 000	7 000	0,00%
012	Charges de personnel	39 972	0	-100,00%
TOTAL DEPENSES 830		46 972	7 000	-85,10%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 831 : Aménagement des eaux

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	12 500	12 500	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	67 000	66 000	-1,49%
TOTAL DEPENSES 831		79 500	78 500	-1,26%

Fonction aménagement et service urbain, environnement – 8 – Rubrique 832 : Aménagement des eaux

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	12 000	7 000	-41,67%
TOTAL DEPENSES 832		12 000	7 000	-41,67%

Fonction action économique – 9 :

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	45 053	103 056	128,74%
012	Charges de personnel	0	40 025	100,00%
65	Autres charges de gestion courante	161 700	125 850	-22,17%
67	Charges exceptionnelles	145 783	0	-100,00%
TOTAL DEPENSES FONCTION 9		352 536	268 931	-23,72%

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	197 425	238 697	20,91%
TOTAL RECETTES FONCTION 9		197 425	238 697	20,91%

Fonction action économique – 9 – Rubrique 90 : Interventions économiques

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
012	Charges de personnel	0	40 025	100,00%
65	Autres charges de gestion courante	161 700	125 850	-22,17%
67	Charges exceptionnelles	1 783	0	-100,00%
TOTAL DEPENSES 90		163 483	165 875	1,46%

Chapitre 012 : Recrutement d'un développeur économique

Fonction action économique – 9 – Rubrique 91 : Foires et marchés

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
67	Charges exceptionnelles	144 000	0	-100,00%
TOTAL DEPENSES 91		144 000	0	-100,00%

La fin de la convention développement économique avec la SAGIM.

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	64 500	64 500	0,00%
TOTAL RECETTES 91		64 500	64 500	0,00%

Fonction action économique – 9 – Rubrique 94 : Aide au commerce et aux services marchands

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	77 925	89 297	14,59%
TOTAL RECETTES 94		77 925	89 297	14,59%

Fonction action économique – 9 – Rubrique 95 : Aides au tourisme

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	453	456	0,66%
TOTAL DEPENSES 95		453	456	0,66%

Fonction action économique – 9 – Rubrique 96 : Aides aux services publics

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
011	Charges à caractère général	44 600	102 600	130,04%
TOTAL DEPENSES 96		44 600	102 600	130,04%

Une régularisation concernant les charges de la MESP est prévue sur l'exercice 2017

Chapitres	Libellés	BP 2016	BP 2017	% évolution
75	Autres produits de gestion courante	55 000	84 900	54,36%
TOTAL RECETTES 96		55 000	84 900	54,36%

Suite à une remise à plat des loyers, charges et ménages (CIO, Maison de l'emploi, CERTA, MSP et Préfecture), le budget 2017 prévoit une hausse de 54,36 %.

